

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 09/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

24 Rue Auguste Chabrières
75015 Paris

Références : /
Code AIOT : 0010012327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté Parc d'Activités de la Voie Romaine Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur 18000 Bourges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
- Parc d'Activités de la Voie Romaine Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur 18000 Bourges
- Code AIOT : 0010012327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société ITM LAI a été autorisée par le préfet du Cher à exploiter une plateforme logistique par

l'arrêté préfectoral n° 2005-DDCSPP-105 du 25 juin 2015, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2017-DDCSPP-025 du 15 février 2017, n° 2021-1066 du 21 septembre 2021 et n°2024-0853 du 28 mai 2024. Le site est sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 1450 (solides facilement inflammables) et sous le régime de l'enregistrement pour les rubriques 1510 (entrepôts couverts) et 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu et mise en œuvre du POI	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Stockage extérieur de palettes et cartons	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 2.1.4.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
3	moyens de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
4	Stockage sous auvent	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 1.2.3	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Détection et protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu et mise en œuvre du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le P.O.I. doit être élaboré et opérationnel avant la mise en service des installations. Il est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 13/03/2024 il avait été mis en évidence que le POI ne contenait pas l'ensemble des informations attendues de ce document. Une mise à jour (V8) du POI a été réalisée le 22/05/2024.</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire a été publié le 28/05/2024. Les installations de stockage de palettes portées par cet arrêté sont en service depuis plus d'une semaine à date de l'inspection. Le POI n'est pas à jour de ces modifications.</p> <p>Concernant la mise à jour du POI, l'inspection des installations classées note par ailleurs que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant a présenté les panneaux commandés (dimension A3) en vue de l'identification des vannes de sprinklage. Lors de l'inspection il était en train de les préparer en vue de leur fixation. • les comptes rendus de POI sont bien sauvegardés et archivés sur les serveurs de l'exploitant. <p>Constat : le POI n'est pas à jour des modifications récentes des installations déjà en service.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Stockage extérieur de palettes et cartons

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 2.1.4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Dispositions applicables au stockage en masse (cellule 7 et auvent de stockage)

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

Constats :

Lors de l'inspection du 26/06/2024, les stockages extérieurs de palettes à proximité du local déchets avaient diminué par rapport à la visite du 13/03/2024. L'auvent de stockage palette étant entré en service depuis 1 semaine, les stockages "temporaires" ont commencé à être évacués. Les travaux de la "zone déchets" ayant débuté, il reste néanmoins de nombreux stockages "temporaires" de palettes et cartons autour de l'entrepôt.

L'inspection des installations classées note par ailleurs la présence de plusieurs îlots de stockage sur le parking des véhicules légers. L'exploitant précise qu'ils sont dus à un surcroît d'activité temporaire.

L'inspection relève que les stockages "temporaires" sont éloignés de l'entrepôt et de ses parois de plusieurs mètres, ont une hauteur limitée à environ 3 m et une surface de quelques dizaines de mètres carrés en première approximation.

Constat : Des produits combustibles (palettes, cartons) sont stockés en masse à l'extérieur en dehors des zones prévues à cet effet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 10/04/2024
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.. [...]
Constats : Lors de l'inspection du 24/06/2024, les défauts constatés lors de l'inspection du 13/03/2024 ont bien été corrigés. L'exploitant précise qu'un nouveau problème de capteur a été constaté depuis. La porte coupe feu entre les cellules 9 et 10(côté cellule 10) s'affiche comme en erreur : considérée comme fermée. L'inspection des installations classées demande un test de fermeture, la porte se ferme bien lors du déclenchement de la fermeture, malgré le défaut du capteur. L'exploitant précise que le remplacement du capteur est prévu. Constat: un défaut de capteur ne permet pas de connaître l'état réel (ouvert/fermé) de la porte coupe feu entre les cellules 9 et 10 (côté cellule 10).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Stockage sous auvent

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Modalité de stockage
Prescription contrôlée :

Zones	Mode de stockage	Surface	Hauteur de stockage	V o l u m e m a x i m a l s t o c k é	Quantité de matières combustibles stockée
Stockage sous auvent Ouest	Masse	6 îlots de 180 m ²	4	4320	120

Constats :

Lors de l'inspection il est constaté que l'auvent Ouest accueille 4 zones de stockage.

3 zones parallèles sont situées en partie Sud du auvent. 1 quatrième zone est située en partie Nord. L'ensemble de ces zones sont matérialisées par un marquage au sol et sont partiellement remplies lors de l'inspection.

Compte tenu du nombre de palettes présentes sur ces zones, l'inspection des installations classées estime que 2 d'entre elles ont une superficie autour de 220 m² (8 palettes de large x 23 palettes de long). Les deux autres ont une superficie estimée inférieure à 180m² (8 palettes x 15 palettes et 5 palettes x 23 palettes respectivement).

Lors de la visite l'inspection des installations classées constate que la hauteur des îlots est de 30 palettes bois maximum. En considérant la hauteur standard des palettes bois de 14,4 cm, l'inspection estime la hauteur de stockage au dessus de 4 m.

Lors de l'inspection il est également constaté la présence d'un stockage extérieur au auvent en partie Nord de la plateforme. La partie Sud de la plateforme hors auvent est occupée par les installations de chantier encore présente sur le site. Aucun marquage au sol n'est présent sur cette zone mais l'exploitant précise que des stockages sont prévus sur ces zones extérieures au auvent.

Dans le porter à connaissance déposé le 14/04/2023 et complété le 16/11/2023, il est précisé qu'il n'existera plus de stockage hors auvent, et que l'auvent accueillera 6 îlots de 180m².

Constat: les modalités de stockages des palettes au niveau du auvent Ouest ne sont pas conformes au porter à connaissance déposé par l'exploitant et ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Détection et protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Auvent de stockage Ouest
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]L'exploitant dispose ainsi :[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un système d'extinction automatique d'incendie installé au niveau de l'ensemble des cellules de stockage (à l'exception des cellules 8 et 9), des auvents de stockage Est et Ouest, et du auvent de la zone de stockage déchets, adapté à la nature des produits stockés de type ESFR et conforme à un référentiel reconnu. [...] • de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.[...] • d'un système de détection thermique d'incendie par caméra infrarouge installée sous les auvents Est et Ouest.[...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté la présence de deux RIA (en pression 4 bar), un système de sprinklage et de 4 caméras thermiques (1 par coin) au niveau de l'auvent de stockage Ouest.</p> <p>L'inspection des installations classées constate cependant que les tuyauteries du sprinklage sont peu visibles (couleur grise contrairement au reste de l'entrepôt).</p> <p>Constat : Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite